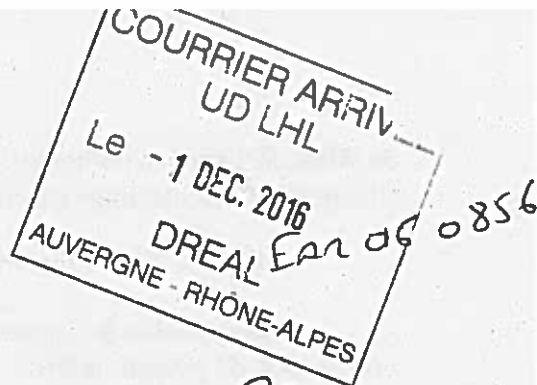




PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 476/DDPP/2016
portant mise en demeure



Le Préfet de la Loire,

VU le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 28 juillet 2009 réglementant les activités exercées par la société ATELIER DECAPAGE SERVICE sur le territoire de la commune de SAINT ETIENNE, 5 rue Barrouin ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 1^{er} février 2011 imposant à l'exploitant une étude de rejets de substances dangereuses dans l'eau (en particulier une surveillance initiale et la remise d'un rapport d'analyses) dans le cadre de la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau n°2000/60/CE du 23 octobre 2000 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 10 novembre 2016 constatant que le rapport de surveillance initiale n'a pas été produit dans le délai imparti par l'arrêté du 1^{er} février 2011 susvisé ;

Considérant que l'exploitant n'a pas donné suite à la lettre de l'inspection en date du 31 décembre 2015 ;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2011 n'ont pas été respectées ;

Considérant qu'il y a donc lieu de mettre l'exploitant en demeure de procéder à la surveillance initiale prévue par l'arrêté du 1^{er} février 2011 susvisé et de produire le rapport d'analyses correspondant, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La société ATELIER DECAPAGE SERVICE est mise en demeure, pour l'installation située sur la commune de SAINT ETIENNE, 5 rue Barrouin, de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2011 à savoir :

- commencer la surveillance initiale des rejets de substances dangereuses dans l'eau sous

un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté (l'information sera communiquée à l'inspection des installations classées dès la réalisation du premier prélèvement).

- réaliser les analyses à périodicité mensuelle sur un délai de 6 mois.

- transmettre le rapport d'analyses à l'inspection dans un délai de 11 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L .171-8 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 3 : En application de l'article L .171-8 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et Monsieur le maire de SAINT ETIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie de SAINT ETIENNE où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT ETIENNE, le **28 NOV. 2015**

Le Préfet de la Loire,

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX

copie adressée à :

- Monsieur le gérant

société ATELIER DECAPAGE SERVICES

5 rue Barroin

42000 SAINT-ETIENNE

- Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE

- Inspection de l'environnement DREAL UT 42/43

- Archives

- Chrono